

## Jatropha

Cissé Cheick Ely

Quelles possibilités s'offrent à la culture du jatropha en Côte d'Ivoire? Les opérateurs économiques, le monde paysan et les industriels se sont réunis samedi et dimanche à Abidjan pour tenter de trouver une réponse.

## Bientôt une usine de transformation à Bouaké

Après la ruée vers l'or noir (pétrole), c'est l'or vert qui aiguise les appétits. Parmi les produits que l'on peut transformer en agro carburant, figurent les graines de jatropha. Les appréhensions du chef de l'Etat vis-à-vis de cette nouvelle spéculation, n'auront pas affecté l'ardeur des opérateurs économiques, industriels et paysans du secteur. Laurent Gbagbo, faut-il le rappeler, avait, au cours de la commémoration du 49ème anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, émis des réserves sur l'opportunité de cette culture au plan local. Sur l'initiative de l'entreprise espagnole Bio pétrole renouvelable (Bpr), les opérateurs de cette filière se sont réunis durant deux jours (samedi et dimanche) à Abidjan pour échanger sur le thème: «Jatropha en Côte d'Ivoire: Mythe, réalité et possibilités d'investissements.» Les acteurs se sont accordés sur d'importantes résolutions au terme de leurs travaux dans la mesure où la culture du jatropha «peut bel et bien réussir en Côte d'Ivoire.» Le climat et la pluviométrie (1.200 mm en moyenne) sont des facteurs naturels favorables. Les opérateurs estiment qu'il faudra dorénavant mettre en place une association dans l'objectif de créer à terme une filière; maîtriser l'environnement économique, social et juridique; impliquer l'Etat et les organismes de recherche. «Nous envisageons à cet effet de construire



Baha Eddine Ltifi, plus de 7.000 hectares de jatropha sont en production en Côte d'Ivoire.

une usine d'extraction et de transformation d'huile végétale de jatropha à Bouaké. Cette ville a été choisie du fait de sa situation géographique. Nous avons également choisi de s'installer en Côte d'Ivoire du fait de la place de leader qu'elle occupe dans la sous-région», a souligné le Directeur général de Brp Afrique, Baha Eddine Ltifi. Pour lui, de grands entrepôts seront construits dans les grandes zones de production pour faciliter le stockage et le transport du produit. Des investissements qui vont avoisiner 7 milliards de Fcfa. Mais avant, il a rappelé que sa structure a depuis près d'un an, mis en place des par-

celles expérimentales en accord avec les paysans. Ces parcelles sont disséminées dans plusieurs villes de l'intérieur Daoukro, Gagnoa, Daloa, Ferké, Korhogo, ... pour une superficie totale de 3.148 ha. Sans compter les 4.000 autres ha de plantations appartenant aux particuliers. Selon lui, c'est la preuve que la «jatroculture» est en train de prendre des proportions importantes au plan national. Avant de préciser que pour encourager la production, Brp, qui est spécialisé dans la transformation de l'huile végétale, entend signer des contrats de 40 ans avec les producteurs locaux. «A travers ce contrat, nous allons acheter leur

récolte. D'ailleurs, nous avons déjà mené des campagnes de sensibilisations dans plusieurs villages. Puisqu'il s'agit d'apporter l'assistance technique aux paysans afin qu'ils arrivent à améliorer leur productivité», a indiqué Eddine Ltifi. Convaincu que le jatropha est une plante oléagineuse pérenne. Le directeur technique de Brp Afrique, le Dr Kouamé Brou a estimé que cette plante peut lutter efficacement contre la désertification et réduire le risque lié au réchauffement climatique. D'autant que le biodiesel ne produit que 20% de carbone. En tant qu'énergie renouvelable, le jatropha, affirme-t-il, reste une alternative à la dépendance vis-à-vis des énergies non renouvelables. Ajoutant qu'il appartient aux opérateurs d'amener l'Etat à les suivre dans leur projet. Il a regretté l'absence d'un marché international, qui fait qu'aucun prix homologué n'est fixé. «Nous devons donner une orientation à la jatroculture qui va offrir des emplois et de la richesse aux paysans et générer des ressources pour l'Etat», a poursuivi Kouamé Brou. Noufou Coulibaly, directeur des organisations professionnelles a soutenu que si les acteurs sont véritablement organisés, il n'y a pas de raison que l'Etat ne s'implique à travers la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel, susceptible de mieux structurer la filière.

## En bref

### Transports à Abengourou : la hausse divise

Des transporteurs de la cité royale de la paix ont frôlé l'affrontement vendredi, à la gare d'Abengourou. La cause : des divergences sur un réajustement à la hausse des tarifs que refuserait d'appliquer le groupement des transporteurs de l'indénie (Gi), la plus importante compagnie de desserte de la localité disposant de cars.

### Cidit : les licenciés réclament leur bonus de départ

Quelque 17 anciens employés de la Compagnie ivoirienne du développement du textile (Cidit), en fonction à Zuenoula (Centre-Ouest du pays, région de la Marahoué), licenciés depuis quatre mois, réclament toujours leur bonus de départ, promis par l'Etat ivoirien, dans le cadre des «mesures d'accompagnement convenues», à la suite de la fermeture d'un certain nombre de représentations régionales de cette compagnie.

### France : La Poste ne sera pas privatisée

Le projet de loi prévoyant la transformation de La Poste en société anonyme à capitaux publics au 1er janvier 2010 se précise. Le ministre du Travail, Xavier Darcos, s'est défendu de toute privatisation larvée, assurant que «cette évolution ne supprime pas les missions de service public» de l'entreprise. «Moi, si demain je me présente dans un bureau de poste et que je dois voter pour